

BULGARIE

**À la rencontre des personnes souffrant
d'un handicap mental**

Index AI : EUR 15/015/02

Embargo : 10 octobre 2002 (8 h 30 GMT)

Une vie pire que l'emprisonnement
par Theresa Freese-Treec*

La puanteur horrible est la première chose qui m'a frappée. Tandis que je commençais à m'adapter – à la fois aux odeurs et à l'obscurité – respirant posément, tentant de conserver mon sang-froid et me préparant à ce qui m'attendait, j'ai discerné des groupes de femmes blotties les unes contre les autres dans un endroit crasseux, formant une chaîne. Les femmes d'un de ces groupes se tenaient devant un abreuvoir, se frottant frénétiquement les mains sous l'eau qui coulait des robinets. Elles ne disposaient d'aucun savon pour se laver. Des flaques d'eau déjà formées sur le sol en ciment se transformaient en mare. Une femme trempait une tranche de pain dans l'eau, la ramollissant, la mangeant au-dessus d'un robinet. Puis les femmes se sont rendues dans une pièce adjacente – exigüe, humide et froide, sentant le moisi et déjà remplie d'eau sur une hauteur de sept à huit centimètres. Les femmes ont attendu un bref moment, entassées dans ce lieu étroit plongé dans l'obscurité, jusqu'à ce qu'on les emmène.

Prochain arrêt : le réfectoire. Ici, les patientes saisissaient un bol de soupe froide et une assiette contenant une saucisse et de la purée de pommes de terre à un guichet donnant sur une cuisine. Des femmes étaient assises, se tenaient debout ou déambulaient, des assiettes de nourriture à la main. Nombre d'entre elles mangeaient directement dans les plats. Certaines utilisaient maladroitement des couverts dont le foyer avait fait récemment l'acquisition. D'autres mangeaient tout bonnement avec leurs doigts. Quelques femmes assises hurlaient sans raison apparente. Des rixes éclataient toutes les deux minutes. Certaines étaient assises seules, recroquevillées. La plupart mangeaient rapidement puis quittaient le réfectoire pour déambuler dehors et s'allonger sur l'herbe.

En l'espace d'une demie heure, la plupart des 107 patientes de Razdol avaient mangé. J'avais assisté à la conclusion de la deuxième activité organisée à l'intention des patientes

pendant la journée. La prochaine, c'était le dîner.

J'étais horrifiée et me sentais désemparée. Tandis que j'observais la situation – une scène que j'avais vue photographiée tant de fois et décrite si souvent dans des rapports dans le cadre de mon travail pour Amnesty International – et tandis que j'écoutais les hurlements, que je regardais des femmes désœuvrées se balancer devant leur assiette, mangeant de la soupe avec les mains, ou assises isolées dans un coin, sursautant avec une frayeur manifeste chaque fois que quelqu'un approchait, je commençais à saisir l'horreur que représentait la vie dans un tel établissement.

Le foyer pour femmes de Razdol était la première étape d'une série de visites dans des foyers bulgares pour enfants et adultes souffrant d'un handicap mental. Les prochains établissements sur ma route étaient Tri Kladentsi, Mogilino, Kachulka et Samuil. Tous étaient situés dans des endroits isolés, disséminés dans tout le pays, qui sont uniquement accessibles par des routes en mauvais état – souvent impraticables en hiver – ou que l'on peut, dans le meilleur des cas, atteindre en voiture après une heure et demie de trajet à partir de la grande route ou de l'agglomération la plus proche.

Après le déjeuner, j'ai suivi les dernières patientes lorsqu'elles sont sorties du réfectoire. J'ai été immédiatement entourée par des femmes qui me touchaient, ainsi que mes collègues du Comité Helsinki de Bulgarie, quémendant des cigarettes ou de l'argent. Nombre de femmes étaient allongées sur le sol, nous fixant d'un regard vide. D'autres, pelotonnées en boule, restaient immobiles, pieds nus, dans des vêtements en lambeaux. Seules celles qui étaient communicatives – et qui nous ont montré par la suite qu'elles assumaient certaines responsabilités dans le foyer parce que, comme elles nous l'ont expliqué, elles n'étaient pas comme « les autres » – étaient relativement bien habillées.

Nous avons distribué rapidement des cigarettes, remplissant des mains vides et apaisant des regards implorants. Certaines ont discrètement dissimulé les cigarettes dans des recoins secrets de leurs vêtements. Quelques unes ont vite tendu la main de nouveau en souriant, dans l'espoir d'une nouvelle offrande. D'autres nous ont remerciés et ont fait observer que nous

devrions garder les cigarettes restantes pour nous, en soulignant : « *Elles sont chères et nous allons toutes les prendre.* »

Le trajet jusqu'aux toilettes était une épreuve insoutenable, en particulier pour les personnes alitées. Il fallait en effet accomplir un long périple jusqu'au bout d'un couloir obscur balayé par les courants d'air. La puanteur était effrayante. Je n'ai pu que jeter un bref coup d'œil à l'intérieur, retenant mon souffle juste assez longtemps pour entrer et revenir jusqu'à l'angle du couloir principal, où l'odeur n'était pas aussi écœurante. Les cabines de toilettes étaient maculées de longues traînées d'excréments – alors que le personnel avait nettoyé le sol à grande eau à notre arrivée. Je me demandais à quoi pouvaient ressembler les lieux un jour normal.

Une patiente assez âgée, Kalinka, m'a pris la main, m'a fait faire le tour du foyer et m'a raconté comment elle était arrivée à Razdol d'un établissement pour enfants. Son récit illustre de manière typique une pratique courante en Bulgarie : l'abandon des personnes souffrant d'un handicap mental par leur famille – souvent à la naissance – et leur internement à vie.

Malheureusement, la réalité à laquelle j'ai été confrontée au foyer de Razdol n'était qu'un aperçu des traitements inhumains et dégradants réservés aux patients, prenant des formes aussi nombreuses que variées, dont j'allais être témoin pendant tout le reste de mes visites. La négligence et les mauvais traitements systématiques m'attendaient à chaque étape.

Au foyer de Tri Kladentsi, des enfants souffrant de graves handicaps se morfondaient sous les verrous, entassés dans une pièce. Aucun jouet, aucun jeu, pas la moindre activité ne leur étaient proposés pour les occuper. Les enfants se balançaient simplement d'avant en arrière, hurlaient ou se frappaient eux-mêmes et battaient les autres.

Au foyer de Mogilino, des enfants alités étaient allongés dans des pièces où étaient alignées des rangées de petits lits, entourés de mouches, le regard perdu dans le vide. Le personnel ignorait comment s'appelaient ces enfants et de quoi ils souffraient ; comme n'importe quel visiteur, ils se référaient à leur carte de renseignements personnels. Quand je donnais aux enfants la moindre marque d'affection, ils revenaient à la vie, gloussant au plus léger contact sur le visage ou le bras.

À ce moment-là, j'ai pris conscience du fait que ceux qui survivraient finiraient probablement dans des foyers comme celui de Razdol – des individus sans identité, sans espoir, sans vie digne de ce nom. Tandis que je jouais avec les enfants de Mogilino, j'ai compris que l'internement constituait un cercle vicieux.

Au foyer pour femmes souffrant d'un grave handicap mental de Samuil, une jeune femme exceptionnellement communicative et cohérente, Tania, m'a décrit son existence tragique dans cet établissement, et m'a montré une des pires scènes de mauvais traitements que j'aie vues pendant mon séjour en Bulgarie : une femme allongée dans une cellule d'isolement sans fenêtre, munie de portes à barreaux d'acier. Tania m'a indiqué que le personnel battait les patientes, leur faisait une piqûre puis les plaçait dans cette cellule à titre de sanction en cas d'écart de conduite.

Au foyer de Kachulka, une patiente entièrement nue, exception faite d'une chemise ouverte sur son dos, qui était dans un état de grande détresse, nous a accueillis à l'entrée de l'établissement. Une autre femme, tout aussi dévêtue, était allongée sur le sol à l'extérieur des principaux dortoirs, sous les yeux de tout le personnel, des patientes et des visiteurs.

À la fin de la semaine, tandis que nous rentrions en voiture de Kachulka à Sofia, ce qui représentait un trajet de six heures, j'ai réfléchi à tout ce que j'avais vécu, après avoir parcouru des centaines de kilomètres, et à l'énormité du problème qui me faisait face tel un mur de briques. L'expérience que j'avais accumulée au cours d'une semaine n'était qu'un bref aperçu d'un problème endémique. Il existe plus de 100 établissements de ce type dans tout le pays.

La Bulgarie a hérité de l'époque communiste qui a précédé les années 90 une pratique qui consiste à isoler du reste de la société les personnes souffrant d'un handicap mental. Aujourd'hui, comme l'a expliqué un représentant du Comité Helsinki de Bulgarie, les conditions qui règnent dans les foyers où sont internées ces personnes sont pires que celles qui prévalent dans les prisons ou en garde à vue. Alors que les établissements pénitentiaires bulgares sont situés dans les centres-villes, à titre dissuasif, les foyers pour personnes souffrant d'un handicap mental ont été installés dans des villages de

montagne éloignés ou dans des petites villes isolées, privés des infrastructures ou du personnel qualifié nécessaires pour prendre en charge des individus aux besoins spéciaux – et loin de l'attention des citoyens susceptibles de s'intéresser à leur sort, qui pourraient faire pression pour que les choses évoluent.

Le traitement inhumain réservé aux patients internés dans ces établissements reflète également l'attitude de l'ensemble de la population à l'égard des personnes souffrant d'un handicap mental, dont l'existence n'est pas jugée digne d'une plus grande attention à l'heure actuelle. Dans un pays aux prises avec les difficultés économiques consécutives à l'effondrement du communisme, cette question n'est tout bonnement pas une priorité.

Par ailleurs, la discrimination à l'égard des personnes souffrant d'un handicap mental n'a rien d'une spécificité Bulgare : d'après les informations recueillies par l'organisation *Mental Disability Rights International* (MDRI), des conditions de vie similaires règnent dans des endroits aussi proches de la Bulgarie que le Kosovo et la Hongrie et aussi éloignés que le Mexique. En fait, il est avéré que ce type de problème existe dans des pays du monde entier.

Dans ce contexte, mettre en lumière les mauvais traitements n'est pas suffisant, même s'il s'agit d'un premier pas important. Le point le plus urgent, en particulier au cours des mois d'hiver, c'est la nécessité de satisfaire de manière adéquate les besoins des patients en matière de nourriture, de vêtements et d'articles de toilette, notamment en leur fournissant des brosses à dents et des tubes de dentifrice personnels. Les employés des foyers doivent recevoir une formation de base sur les méthodes d'hygiène ainsi que sur les activités récréatives et de réadaptation qu'ils pourraient offrir : qu'il s'agisse simplement de lire des histoires aux patients et de les emmener se promener, ou d'utiliser convenablement les installations existantes ou nouvelles. Des investissements considérables sont également nécessaires en matière de désinstitutionnalisation des personnes souffrant d'un handicap mental et de sensibilisation du public. En outre, afin que toutes les personnes internées dans des foyers soient traitées avec humanité et que leurs droits élémentaires soient respectés, les autorités bulgares doivent définir dans les plus brefs délais des normes de traitements

et de soins adaptées aux personnes souffrant d'un handicap mental, et mettre en place un mécanisme de contrôle indépendant pour tous les foyers.

Il convient de rappeler que la fermeture des établissements ne constitue pas en soi une solution, comme l'a illustré le transfert des patientes du foyer pour femmes de Sanadinovo en juin 2002 – 48 d'entre elles ont été internées au foyer de Kachulka et sept autres à Razdol, tandis qu'on ignore toujours tout du sort de la quarantaine de patientes restantes. Tant qu'il n'y aura pas d'intervention internationale et d'améliorations concrètes et visibles sur le terrain, les Bulgares souffrant d'un handicap mental continueront de dépérir dans ces établissements.

Heureusement, les autorités bulgares bénéficient de conditions favorables pour faire bouger les choses dans ce domaine. De nombreuses institutions, telles que la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'organisation *Geneva Initiative on Psychiatry*, ont en effet commencé à financer des programmes ou à parrainer des manifestations destinés à améliorer l'existence des personnes souffrant d'un handicap mental dans des pays du monde entier. En outre, la communauté internationale accorde à cette question une importance croissante à l'heure où la protection des droits économiques, sociaux et culturels – outre l'action traditionnelle menée en matière de droits civils et politiques – devient une priorité.

Qui plus est, les Nations unies élaborent actuellement une convention relative aux droits des personnes handicapées qui pourrait offrir un cadre solide aux États et aux institutions internationales qui s'emploient à garantir le respect des droits fondamentaux des personnes souffrant d'un handicap mental.

En déployant à bon escient des efforts concertés, les autorités bulgares ainsi qu'une coalition *ad hoc* d'institutions nationales et internationales peuvent faire évoluer la situation dans le bon sens. Étant donné la réceptivité des autorités bulgares aux appels lancés par Amnesty International et le Comité Helsinki de Bulgarie jusqu'ici, tous les espoirs semblent permis.

Dans le cadre de la campagne menée par Amnesty International, le 10 octobre 2002, date de la Journée mondiale de la santé mentale des Nations unies, Irene Khan,

secrétaire générale de l'organisation, présentera les préoccupations et les recommandations d'Amnesty International concernant la discrimination dont sont victimes les personnes souffrant d'un handicap mental en Bulgarie. Cette présentation se déroulera à Sofia, au cours d'un forum international organisé conjointement avec le Comité Helsinki de Bulgarie, auquel participeront des représentants de la communauté internationale. Un documentaire de vingt minutes et un rapport sur les visites d'Amnesty International seront diffusés à cette occasion.

Le travail de l'organisation dans ce domaine pourrait éclairer les Nations unies à l'heure où elles élaborent une convention essentielle, destinée à devenir une norme contraignante pour la communauté internationale. En outre, une fois adoptée, cette convention définira des principes de base sur lesquels se fonderont non seulement Amnesty International mais aussi toutes les autres organisations de défense des droits humains qui s'engageront dans des projets similaires dans toute l'Europe de l'Est, ou ailleurs dans le monde.

Dans l'intervalle, les hommes, les femmes et les enfants internés dans les foyers bulgares pour personnes souffrant d'un handicap mental attendent. ●

Note :

* Theresa Freese-Treack est adjointe de recherche et d'action sur la Bulgarie à Amnesty International.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>